

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

8 pour faire face

Il a une drôle d'allure le journal ces jours-ci. C'est vrai, c'est ce qu'on se dit tous. Les lecteurs mais aussi « ceux du journal ». Et ça vaut la peine qu'on en discute. Aujourd'hui, délibérément, nous publions sur trois pages pleines une partie des correspondances reçues en ce début de semaine. Échos, reportages, enquêtes... L'abondance de ce courrier est tout à fait réjouissante elle traduit la vitalité des liens qui unissent nos correspondants (tes), nos lecteurs (trices), aux luttes que mènent les travailleurs contre le chômage, l'austérité, la répression... Elle traduit également la confiance grandissante placée dans notre quotidien pour qu'il soit le porte-parole, le lieu d'échange de ces luttes. Pourtant l'abondance même de vos contributions nous fait cruellement sentir la faiblesse de nos moyens. Et l'actualité se soucie fort peu du fait que nous n'avons que huit pages pour faire face...

Disons les choses crûment, nous en sommes au point où la situation financière nous contraint à une politique de stricte économie. Et nous voilà bien gênés aux entourlures pour tenir convenablement nos engagements. Pourtant, nos objectifs (collectivement arrêtés) ne sont pas trop ambitieux. Il s'agit simplement de réaliser chaque jour un vrai huit pages, tout en ayant la capacité de prendre des initiatives exceptionnelles. Je pense ici aux numéros spéciaux édités à la veille des rassemblements de Dunkerque, Denain et Fameck ou encore à la publication en cours des réflexions de notre secrétaire général sur la ligne politique issue du 23e congrès du PCF. Ces initiatives indispensables ne peuvent être prises aujourd'hui qu'en rognant sur nos huit pages. En rognant sur l'actualité, sur vos contributions...

Car nous n'avons pas la possibilité financière d'augmenter dans ces circonstances là la pagination de notre journal !

C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que nous avons dû limiter la place accordée au compte rendu du 38e congrès de la CFDT. Les riches matériaux rassemblés par nos envoyés spéciaux n'ont pu être utilisés comme ils auraient dû l'être.

Voilà où nous en sommes. Alors deux efforts s'imposent. Un petit et un gros. Le petit effort concerne vos correspondances: camarades, continuez à nous inonder, c'est le bain de jouvence du journal, mais essayez d'être le plus synthétique possible. Comme on dit: « Pensez aux copains, laissez leur de la place ! ».

Le gros effort, vous avez deviné, c'est la souscription. C'est la qualité et la survie du quotidien qui sont en jeu. Rien de moins.

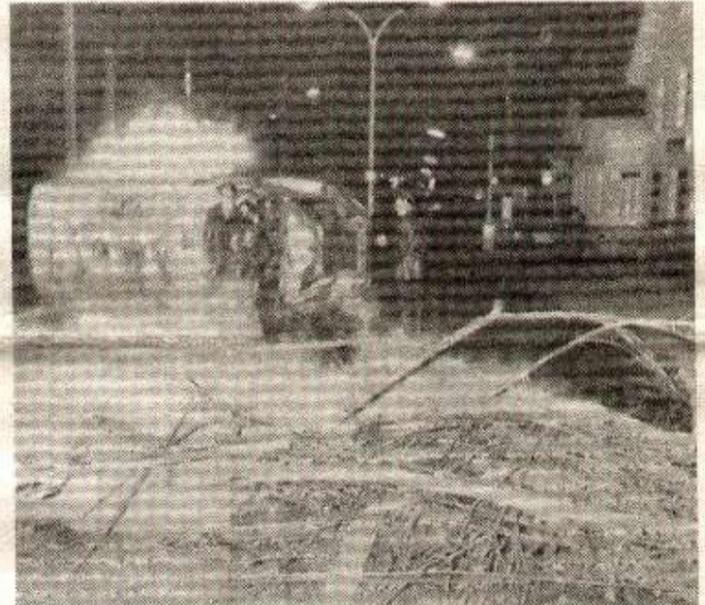
Alors il faut en mettre un coup parce que l'humanité rouge quotidien, on en a besoin. Non ?

Pierre MARCEAU

23 mars, 1er mai à Paris, 17 mai à Longwy : le pouvoir prend des otages

Libération des inculpés !

MARDI 22 mai, manifestation pour exiger la libération des inculpés et la levée de leurs inculpations : à 18 heures, à la Bastille.
- Le PCML et le PCRML y participent sous une banderole commune ;
- Mardi 22 mai, un meeting contre les inculpations à 18 heures à la Bourse du travail (métro République).



Dans la nuit du 16 au 17 mai : les sidérurgistes protestent contre le brouillage de la radio de la CGT « Lorraine, cœur d'acier ». La police chargera avec une rare violence, faisant plusieurs blessés et procédera à cinq arrestations.

Voir page 3

Suspension des négociations Chine-Vietnam

La question clé : ne pas prétendre à l'hégémonisme dans la région

Après un mois de négociations sino-vietnamiennes, la Chine a proposé l'arrêt momentané des discussions, tout en précisant qu'elle était pour une reprise ultérieure des négociations, dans la capitale chinoise.

Le 21 mai, la Chine libérera, comme elle l'avait annoncé, cent-vingt prisonniers vietnamiens. Ce pas positif pour détendre les relations sino-vietnamiennes n'est-il pas en contradiction avec la décision chinoise de suspendre provisoirement les négociations ?

POUR aller au fond de cette question, il est indispensable d'analyser tant les propositions vietnamiennes que les propositions chinoises, à la table des négociations.

Côté vietnamien, les propositions comportaient trois points :

- Création d'une zone démilitarisée de trois à cinq kilomètres le long de la frontière avec mise en place d'une commission mixte pour le contrôle de cette zone.

- Rétablissement des relations normales avec respect des principes de la coexistence pacifique.

- Respect du statu quo territorial.

Comme on le voit, ces trois points sont très partiels et ne touchent pas les racines du conflit. La partie chinoise n'a d'ailleurs pas manqué de faire observer que Hanoï avait proposé à peu près la même chose au Cambodge, ce qui n'avait pas empêché l'invasion vietnamienne d'envergure quelques mois plus tard...

Côté chinois, les propositions comportent huit points (que nous résumons) :

1) Le respect des cinq principes de coexistence pacifique

réglant les relations entre Etats.

2) La volonté affirmée des deux pays de ne pas rechercher l'hégémonie et de s'opposer aux efforts hégémoniques d'autres pays.

La décision de ne pas envoyer de forces armées à l'étranger et de retirer les forces déjà à l'étranger.

Le refus de participer à un bloc militaire et d'accorder des bases militaires à un pays étranger.

Les cinq autres points traitent de faits plus précis, liés à l'histoire des deux pays (respect de la frontière, des eaux territoriales, reconnaissance que les îles Nansha et Xisha appartiennent à la Chine, question des ressortissants respectifs, rapatriement des ressortissants de nationalité vietnamienne expulsés en Chine et liens économiques entre les deux pays).

Comme on le voit, ces huit points ne constituent pas une solution provisoire de replâtrage mais vont au fond des choses. La partie chinoise les a d'ailleurs qualifiés de « position de principe ».

Quelle a été la réaction de Hanoï ?

Visant surtout le deuxième point, le Vietnam a parlé « d'arrogance », d'ingérence dans les affaires intérieures du Vietnam et de débordement « du cadre des relations bilatérales ».

Alors, voyons les choses de plus près : l'opposition violente du Vietnam au deuxième point est finalement très révélatrice. « Arrogante », la proposition de s'opposer à l'hégémonisme ? « Arrogante », la proposition de ne pas envoyer de troupes stationner à l'étranger ? « Arrogante », la proposition de ne pas participer à un bloc militaire ? « Arrogante », la proposition de ne pas accorder de base militaire à un pays étranger ?

Mais alors, c'est l'ensemble de la Charte des Nations-Unies et des principes du Mouvement des pays non-alignés (dont le Vietnam est membre) qui sont arrogants ! Car ce sont bien ces organismes internationaux qui ont établi ces principes. La Chine ne fait qu'en réclamer une stricte application.

(suite page 3)

INTERVIEW D'ILAN HALEVI, JOURNALISTE ISRAËLIEN ANTISIONISTE (4)

Etre antisioniste en Israël ...

Nous remercions vivement Ilan Halevi pour la longue interview qu'il a bien voulu nous accorder.

Propos recueillis par Serge Forest

Serge Forest : Tu es citoyen israélien, tu es antisioniste, qu'est-ce que ça veut dire concrètement ?

Ilan Halevi : Pour moi, ici à Paris, c'est une chose. Ce que ça voulait dire quand j'ai milité pendant des années en Israël, c'était autre chose. En Israël il y a quand même plusieurs centaines et sans doute plusieurs milliers de gens qui sont prêts à se déclarer antisionistes. Et se déclarer antisioniste, dans la société israélienne n'est pas du tout un acte facile.

Un acte difficile

Il suppose une espèce d'auto-exclusion du consensus nationaliste dans une petite société où les pressions et le contrôle social sont extrêmement développés et cela suppose une prise de conscience politique et idéologique relativement élevée.

Cela explique que l'antisionisme aujourd'hui, dans la société israélienne, ne soit pas l'expression directe de toutes les formes de mécontentement ou de remise en question de la misère, de l'humiliation, de l'exploitation capitaliste, et de toutes les choses dont les gens, dans la société israélienne, souffrent comme dans l'ensemble du monde capitaliste, en ce qui concerne en tout cas les travailleurs.

Les antisionistes en Israël constituent diverses familles politiques : les communistes, les révolutionnaires, les démocrates et même un courant antisioniste religieux orthodoxe.

Je parlerais surtout des trois premiers courants. Les antisionistes dont je parle ont en commun, au-delà de leurs divergences sur les analyses du conflit et ses solutions possibles, de refuser le régime de l'Etat juif tel que nous en avons parlé précédemment.

Ils se situent tous sur le terrain du refus concret du sionisme, c'est-à-dire qu'ils s'organisent politiquement avec les Palestiniens. Ils traduisent leur foi dans les pos-

sibilités de coexistence démocratique entre les deux communautés que l'histoire force à coexister sur le sol de Palestine, et concrétisent cette foi dans une volonté de s'organiser politiquement et de lutter pour cet idéal en commun, dès aujourd'hui, avec les Palestiniens. Avec les Palestiniens, ça veut dire fondamentalement, pour des raisons pratiques, avec les Palestiniens citoyens d'Israël parce que ce sont les seuls Palestiniens qui, précisément, parce qu'ils bénéficient de cette citoyenneté de troisième zone, se trouvent sur un terrain où la lutte commune avec les progressistes israéliens est possible.

Pour les Palestiniens des territoires occupés, qui vivent sous le régime de gouvernement militaire où les droits qui sont reconnus aux Arabes citoyens d'Israël ne sont pas reconnus aux Palestiniens résidents des territoires occupés, le terrain commun politique n'existe physiquement pas.

Le journal en arabe du PC israélien est légal en Israël, il est interdit dans les territoires occupés, et ce qui est vrai pour les territoires occupés l'est encore beaucoup plus pour la Résistance palestinienne articulée sur le monde des réfugiés à l'extérieur des territoires occupés.

S. F. : Il est rendu impossible ?

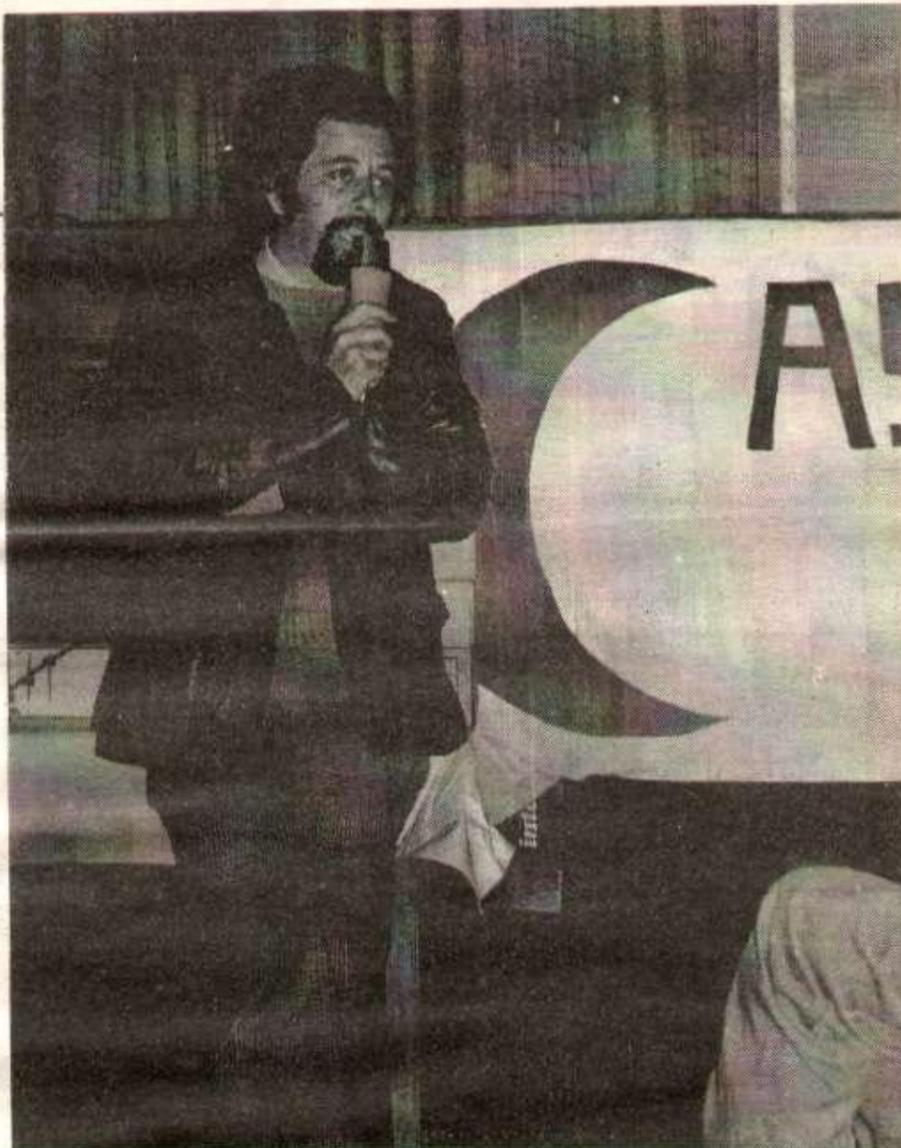
J. H. : Il est condamné à la clandestinité impossible, c'est-à-dire à l'inexistence sur le terrain politique, et nous parlons d'organisations qui se situent sur le terrain de la lutte politique et c'est vrai pour le PC israélien, comme pour les groupes qui se réclament du socialisme révolutionnaire, comme pour la Ligue des droits de l'homme qui sont des organisations qui, dans le cadre de l'Etat d'Israël sont des organisations juéo-arabes. Ce ne sont pas des organisations de progressistes, de pacifistes ou de socialistes juifs qui défendent, en tant que juifs et en tant qu'Israéliens, des intérêts nationaux juifs. C'est cette attitude démocratique qui, quelles que soient, par ailleurs, les ap-

préciations stratégiques sur la façon de résoudre la question palestinienne, permet à l'ensemble de ces courants de se retrouver dans la lutte quotidienne pour la défense des droits de l'homme qui sont quotidiennement bafoués. Ils se trouvent sur le terrain du soutien au mouvement de masse contre l'occupation en Cisjordanie occupée, sur le terrain de la lutte contre la répression et, de plus en plus, sur le terrain de la lutte des arabes citoyens d'Israël contre le sionisme.

Le sionisme incapable de résoudre la question juive

Cette attitude, elle est évidemment fondée sur un certain nombre d'analyses, de conclusions, de conceptions générales. L'ensemble des antisionistes considère que non seulement le sionisme est indissociable de toute cette pratique fasciste, colonialiste et répressive de l'Etat d'Israël, de l'occupation, de la judaïsation, mais aussi que le sionisme est de toute façon incapable de résoudre la question juive qu'il prétendait résoudre. Le sionisme, qui a prétendu construire un Etat pour les juifs du monde entier est, aujourd'hui, dans une situation où il demande que les juifs du monde entier se mettent au service d'Israël et que ce soient eux qui sauvent Israël. La communauté israélienne, le peuple israélien est effectivement, tant que la situation se prolonge, dans les conditions où elle se prolonge, en danger. Donc, nous pensons que la rupture avec le sionisme est indispensable pour assurer l'avenir de la communauté israélienne au Moyen-Orient. Et nous pensons que la question n'est pas de faire revenir l'histoire en arrière mais de voir, sur la base des faits existants, ce qu'on peut faire pour sortir du cycle du conflit.

Nous sommes convaincus



Ilan Halevi, lors d'un meeting de l'Association médicale franco-palestinienne, à Rouen, en avril dernier.

Photo HR

que, sur la base du sionisme, on ne peut pas sortir du cycle du conflit, que le projet de créer un Etat colonial aussi juif que la France est française, en Palestine, au XXe siècle, ne pouvait pas se réaliser ; que sur la base de la volonté de continuer ce projet, il n'y a pas de paix possible. Mais nous pensons que, sur la base de la rupture pratique, immédiate, qui consiste à lutter aux côtés des Palestiniens contre ce régime, il y a une possibilité de solution.

La comparaison sionisme - nazisme

Evidemment, cette situation paraît à beaucoup extrêmement inconfortable parce qu'elle met celui qui la défend dans une situation de minoritaire. Mais je pense que les antisionistes israéliens qui vivent dans une société où le nazisme et l'extermination des juifs sans arrêt le thème du discours officiel et de l'idéologie, de l'histoire officielle et du culte de l'Etat, le nazisme est sans arrêt invoqué comme constituant la « base morale » de cet Etat. Les antisionistes sont amenés à réfléchir pas mal sur le phénomène du nazisme et les antisionistes israéliens n'ont pas honte de se comparer aux antinazis allemands. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas honte de comparer le sionisme au nazisme bien que pour un certain nombre de gens, cette comparaison soit tellement intolérable qu'ils abandonnent aussitôt le domaine du rationnel pour se réfugier dans l'invective, mais nous n'avons pas peur de la comparaison entre notre rôle et celui des militants antinazis en Allemagne qui appartenaient aussi à des familles politiques différentes.

S. F. : Est-ce que tu peux nous parler un peu de toi. Pourquoi es-tu en France et qu'y fais-tu ?

I. H. : Moi, j'ai milité pendant des années en Israël, dans l'extrême gauche, et ensuite dans la Ligue des droits de l'homme et du citoyen. J'ai travaillé avec le professeur Shahak et ensuite j'ai commencé à écrire pour des journaux français, *Libération* et *Politique hebdo* dont j'ai été le correspondant à Jérusalem pendant plusieurs années.

En 1976, après une série de circonstances politico-personnelles, j'ai décidé de venir à Paris. Et, puisque je suis ici, j'essaie d'être utile. Essayer d'être utile ici, ce n'est pas faire la même chose que ce que je pouvais faire là-bas parce qu'on n'est pas sur le même terrain, on ne peut pas se substituer.

Donner des informations précises

Puisque je suis dans l'information, sur le terrain de l'opinion publique, j'ai vu que ce qui était le plus facile à faire, mais aussi le plus nécessaire c'était de l'information presque brute. C'est-à-dire donner aux gens qui veulent comprendre ce qui se passe en Palestine, des informations précises et pas seulement des discours idéologiques. Cette information précise manque. Elle manque de tous les côtés : les sionistes font des discours idéologiques à longueur de journaux mais c'est vrai aussi que l'argumentation antisioniste en Occident a souvent été très pauvre en documentation précise et très idéologique. Donc avec un groupe de camarades français, palestiniens, israéliens, antisionistes, on a monté un bulletin qui paraît tous les mois et

qui s'appelle *Nouvelles de l'intérieur*. Ce sont des informations sur la Palestine occupée et la société israélienne. Le bulletin est constitué, dans son immense majorité, de traductions littérales d'articles parus dans la presse israélienne en hébreu et aussi de documents, de tracts, de littérature qui reflètent la vie et la production. Mais l'essentiel, ce sont les faits et les informations de la grande presse en hébreu qui n'est pas soumise à la même censure que la presse en arabe. Il y a une somme de documentations très précises dans cette presse. Cette information dans la façon dont elle apparaît dans les journaux israéliens est émietlée, n'est jamais réunie de façon à suggérer une perspective de lecture qui ressemble à la façon dont nous lisons. Mais les informations sont là et nous les lions, nous les réunissons et nous les présentons sans changer un mot.

Je pense que c'était un travail important à faire.

S. F. : Parce qu'il y a une barrière linguistique qui protège les informations en Israël ?

I. H. : Oui. Le ministre de la défense travailliste il y a quelques années, Shimon Peres, qui est aujourd'hui le chef de l'opposition travailliste au Parlement israélien, avait l'habitude, lorsqu'il était ministre, de se plaindre de ce que la presse israélienne, se croyant protégée par l'intimité du ghetto linguistique, ne se rendait pas compte que tout ce qu'elle rapportait, une fois traduit, pouvait devenir de la propagande antisioniste.

C'est un peu ce que nous faisons avec *Nouvelles de l'intérieur*. Nous traduisons ce que les journaux sionistes israéliens écrivent et, quand c'est traduit, ça devient de la propagande antisioniste.

DANS L'ACTUALITE

FOYER SONACOTRA DE GARGES-LES-GONESSE

De nombreux échanges de vue

LES résidents de Garges ont montré une nouvelle fois au cours de ces deux journées leur unité et leur détermination à s'opposer à la fermeture du foyer. Plusieurs films - *Le Sel de la terre*, *Ksar Shou-da* - de la commission culturelle du Comité de coordination - ont été projetés. Plusieurs dizaines de travailleurs français sont venus au foyer, ce qui est nouveau pour ce foyer éloigné dans la grande banlieue et ignoré de la plupart des journaux.

Le comité des résidents a expliqué la situation juridique actuelle : la Sonacotra essaye d'envoyer les résidents devant certains juges connus pour exécuter ses ordres. Par exemple le juge Fabre, juge à la sixième chambre de Bobigny, spécialiste pour refaire des procès quand ceux-ci ont été favorables aux résidents, spécialiste aussi dans les décisions pondues avant les plaidoiries.

Des débats d'un haut niveau ont eu lieu. Un camarade a souligné que la volonté du gouvernement de réduire rapidement la lutte des foyers n'est qu'une étape pour empêcher la mobilisation de toute la partie immigrée de la classe

ouvrière contre les lois racistes qu'il prépare. Briser la résistance des immigrés, c'est empêcher l'unité Français-immigrés, c'est avoir les mains libres dans cette période de crise et de licenciements. De nombreuses questions ont été soulevées sur la position des syndicats.

Les résidents ont apporté les explications suivantes : des deux confédérations CGT et CFDT, aucune n'a reconnu ni ne reconnaît le Comité de coordination, elles ont même participé à la commission Delmon où se sont préparées les mesures racistes appliquées actuellement et n'ont donné aucune information à leurs adhérents sur les éléments dont elles ont eu connaissance dans cette commission.

Des sections CGT et CFDT apportent leur soutien au Comité de coordination, ce soutien qu'il faut continuer de développer est loin actuellement de faire la jonction Français-immigrés. La responsabilité en revient aux directions syndicales et aux partis de gauche qui entretiennent chauvinisme et division.

Continuons la mobilisation pour empêcher la fermeture du foyer !

Article fait avec le comité des résidents

Libération des inculpés!

Mercredi 23 mai, le pouvoir va vouloir frapper fort et vite encore une fois. Mercredi, grande orchestration de la répression gouvernementale : les cinq inculpés de Longwy passeront en flagrant délit ; la 10e chambre de la cour d'appel de Paris examinera le cas de trois inculpés du 23 mars, dont Dheilly qui avait été acquitté par la 23e chambre correctionnelle, acquittement sur lequel le parquet compte revenir. Il fait aussi appel contre l'acquittement des inculpés après la manifestation du 1er Mai.

CES flagrants délits ne sont en fait que l'expression du droit légitime de manifester. A Longwy, le jeudi 17 mai, la population, les militants syndicaux CFDT et CGT se sont regroupés à plus de deux mille pour empêcher le brouillage des émissions des radios syndicales « SOS emploi » et « Lorraine cœur d'acier ». La seule réponse des forces de l'ordre a été de lancer à tir tendu des grenades lacrymogènes et au chlore, blessant ainsi plusieurs personnes au visage dont deux journalistes, un de l'Agence France Presse et un autre d'Europe No 1.

Les consignes qu'avaient reçues les flics étaient limpides, « en étendre le maximum » et « en arrêter le plus possible ». N'importe

qui, de préférence. C'est ainsi qu'un cheminot, qu'un travailleur de la SNCF, deux sidérurgistes d'Usinor et l'envoyé spécial du *Quotidien du peuple* se sont fait arrêter, fouillés, injuriés. Ils sont inculpés « de violences et voies de fait sur des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions » et pour un jeune - qui a eu le tort de courir quand il a vu une voiture de flic foncer sur lui - de « pénétration par la force dans un édifice public », en fait dans l'hôtel des impôts de Longwy-le-Haut.

Le seul crime de ces inculpés est de faire comme des milliers de travailleurs dans toute la France, lutter jusqu'au bout contre les plans de restructuration du gouvernement, de défendre tous leurs moyens de pression : manifestation, grève,

occupation, affichage, etc. Il y a malheureusement de fortes chances pour que le verdict de mercredi soit : « En tôle pour avoir relevé la tête, pour s'être promené à un kilomètre des affrontements, pour défilé dans une manifestation syndicale ».

Giscard-Barre s'en prend au droit de manifester, mais aussi au droit d'informer. L'inculpation de notre camarade du *Quotidien du peuple* de Longwy, en témoigne. Ils s'en prennent féroce aussi aux immigrés. Lundi 21, les députés ont adopté à l'Assemblée nationale, le projet de loi sur le séjour des immigrés. A présent, la procédure d'expulsion est élargie, tout particulièrement si « la présence d'un étranger est une menace pour l'ordre public ou le crédit public ».

Enfin, tout étranger pourra être expulsé s'il ne justifie pas d'être entré régulièrement sur le territoire français et il devra justi-

fier « de moyens d'existence suffisants »...

Mais comme la répression se développe parallèlement à la montée des luttes, ces dernières inculpations soulèvent une large mobilisation parmi les travailleurs.

Contre le procès des cinq de Longwy, ils étaient des centaines au tribunal de Briey vendredi après-midi pour soutenir les inculpés. Une grande journée de lutte s'organise pour exiger la libération des inculpés et la levée de leurs inculpations à Longwy, Briey, etc.

A Paris, un rassemblement est appelé mardi à 18 heures à la Bastille et un meeting aura lieu à la même heure à la Bourse du travail. Le PCML et le PCRml participeront à la manifestation sous la banderole « Libération des inculpés du 23 mars et du 1er mai, relaxe pour les cinq de Longwy ».

Nathalie VILLOTIERS

Le comité de rédaction, les employés de l'Humanité rouge élèvent la plus grande protestation contre les inculpations de Longwy, du camarade du *Quotidien du peuple*, Maurice Le Boudier, contre l'appel du parquet qui remet en cause l'acquittement d'un des inculpés du 23 mars.
La rédaction et les employés de l'Humanité rouge.

REIMS

Usine Schlumberger-Slonic

Communiqué des travailleurs de l'atelier étalonnage.

« **N**OUS sommes en lutte depuis trois semaines contre la division des salaires. « Pour un travail égal, salaire égal ». Les secteurs de l'usine qui travaillent nous ont soutenus financièrement dans notre lutte. Notre grève est dirigée par nous-mêmes. Nous sommes soutenus par les sections CGT et CFDT de la boîte. Nous avons l'intention d'organiser des collectes de solidarité vers d'autres usines pour tenir dans la lutte. Pour nous aider, envoyez votre soutien à sections CGT-CFDT : 47, rue Gosset - 51100 - Reims.

Contre les expulsions des résidents des foyers Sonacotra

MERCREDI 23 mai à 18 h, à la Maison des syndicats, 15, Boulevard de la Paix à Reims, meetings et manifestations contre les expulsions des travailleurs et résidents des foyers Sonacotra à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN, du Comité des résidents des foyers Sonacotra, du comité de soutien et d'autres organisations politiques et syndicales.

Correspondant HR

NEGOCIATIONS CHINE-VIETNAM

Suite de la page 1

Selon Hanoi, la proposition chinoise (contre l'hégémonie) débordé du strict cadre des relations bilatérales entre la Chine et le Vietnam. Mais ce n'est pas de la faute de Pékin si Hanoi s'en prend dans le même mouvement hégémonique, non seulement à la Chine, mais aussi au Laos, au Cambodge, et même maintenant, à la Thaïlande. Il est vrai que l'hégémonie vietnamienne, épaulé par Moscou ne vise pas que la Chine. C'est toute la région du Sud-est asiatique qui est visée. Et on ne règlera certainement pas le problème de fond en créant une zone démilitarisée de 5 km à la

frontière sino-vietnamienne. Comme l'a indiqué la partie chinoise : « l'hégémonie est à la source même du sabotage des relations sino-vietnamiennes et de la détérioration de la situation en Indochine et au Sud-est asiatique. Régler fondamentalement le problème des rapports sino-vietnamiens implique l'opposition à l'hégémonie. Voilà la clé du problème. Or la proposition en trois points de la partie vietnamienne a passé sous silence la question de l'opposition à l'hégémonie. Comment peut-on qualifier une telle proposition de « complète » et d'« intégrale » ? »

Claude LIRIA

Culturel

FESTIVAL DE CANNES

Derrière la Gaumont : les Schlumberger

Léon Gaumont a créé en 1885 un comptoir de photographies, transformé en 1895 en entreprise de cinéma. Gaumont et Pathé sont les deux plus vieilles entreprises mondiales de cinéma. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, Gaumont et le cinéma français occupaient la première place dans le monde. Après le premier conflit mondial, la Gaumont perd sa suprématie au profit des Américains. Cette affaiblissement correspond aussi à l'affaiblissement des vieux pays européens et à la montée des USA, il est aussi lié au passage du cinéma muet au cinéma parlant. En 1925 meurt Louis Feuil-

lade, créateur de Judex et de Fantomas, véritable pilier de la Gaumont. En 1929, Léon Gaumont vend sa société qui passe entre les mains de gros actionnaires dont l'agence Havas, la compagnie des compteurs de Montrouge, Henri Potez, Marcel Bleustein-Blanchet, Nicolas Seydoux, 40 ans, principal actionnaire et président de la Gaumont appartient à la famille Schlumberger, qui a donné le fondateur de la NRF, le fondateur de la banque du même nom et enfin, Conrad et Marcel qui détiennent le leadership du forage pétrolier.

L.C.

Les distributeurs de films Gaumont : 1er partout

1. : La Gaumont. 141 millions de chiffre d'affaires en 1978. Film vedette :

Diabolo menthe, 16 millions de francs.

2. : CIC. 128 millions de

francs de chiffre d'affaires en 1978. Film vedette : *La Fièvre du samedi soir*, 19 millions de francs.

3. : Warner-Columbia. 91 millions de francs de chiffre d'affaires en 1978. Film vedette : *Rencontre du troisième type*, 18,5 millions de francs.

4. : AMLF. 83,2 millions de chiffre d'affaires en 1978. Film vedette : *L'Animal*, 17,7 millions de francs.

5. : CCFC. 65,2 millions de francs de chiffre d'affaires en 1978. Film vedette : *Tendre poulet*, 9,55 millions de francs.

En 9e position vient Parafrance. 36,8 millions de chiffre d'affaires en 1978. Film vedette : *Emmanuel 2*, 10 millions de francs.

AMLF, très liée à Pathé, laisse programmer ses films dans les salles du groupe Gaumont-Pathé.

Le cinéma français en chiffres

Un film français moyen coûte aujourd'hui six millions de francs. Ce sont des prêts bancaires qui assurent ce financement. Tout est taxé par l'Etat, de la pellicule aux recettes des salles en passant par le salaire des techniciens et celui des acteurs.

On tourne cent à deux-cents films par an en France. En 1978, la production s'est élevée à cent-soixante-sept films (plus 159 films pornographiques classés X). La crise du cinéma se traduit par la diminution du nombre de places : en 1978, il y a eu 177 millions de spectateurs contre 450 millions après la guerre. En même temps, en 1978,

524 films de cinéma étaient diffusés à la télévision, ce qui a donné quatre milliards et demi de téléspectateurs pour ces films.

La crise du cinéma en chiffres c'est 85 % de comédiens (sur 3 000) au chômage. C'est 55 % des techniciens (sur 3 000) au chômage aussi. Il y a en France 4 448 salles. Les premiers circuits de distribution sont Gaumont, UGC et Parafrance. En 1978, la France importait 50 % des films diffusés (dont 33 % des USA), 80 % des entrées dans le cinéma des pays capitalistes sont réalisées par quatre ou cinq grandes compagnies américaines.

LA CHASSE AU GASPI



XXIII^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

(3)

Premières réflexions

Jacques Jurquet

Les deux premières parties de cet article ont été publiées dans les numéros 1096 et 1097. Vous pouvez les commander à l'administration

La deuxième partie de la résolution adoptée par le 23^e congrès du Parti communiste français a pour titre : « La voie démocratique au socialisme pour la France ». Elle définit toute la stratégie du grand parti qui se réclame de la classe ouvrière sans lui apporter la moindre modification fondamentale par rapport à la ligne réviso-réformiste élaborée par les précédents congrès, notamment par le 22^e congrès. Elle rejette délibérément toute voie révolutionnaire et ne tient plus aucun compte des principes et enseignements du marxisme et du léninisme. Et, pour commencer, elle définit son objectif stratégique.

LE SOCIALISME QUE NOUS VOULONS

AVANT même d'en formuler le contenu et la forme, la résolution trace la voie : « Il faut procéder à de profondes réformes démocratiques ». Et devinez donc pour quoi faire ! Pour briser « la domination sans partage du capital sur l'économie et l'Etat, sur toute la vie nationale, il faut entreprendre une transformation sociale qui fasse avancer la démocratie plus loin qu'elle n'est jamais allée. Il faut inventer une République nouvelle ».

Voilà qui est en opposition catégorique et fondamentale avec la théorie de Marx, fondée sur son analyse de l'expérience de la Commune de Paris, reprise par Lénine dans « L'Etat et la révolution ». Mais nous allons y revenir assez longuement, puisque ces idées « novatrices », mais en réalité combien vieilles et déjà rabâchées par tous les théoriciens et dirigeants révisionnistes et réformistes du mouvement ouvrier, sont longuement développées dans un paragraphe spécial ultérieur.

Ce que veut désormais le Parti communiste français c'est :

1) Un socialisme démocratique, autogestionnaire

VERAIMENT si l'Histoire retient quelque chose du Parti communiste français dans la période où il a dégénéré dans le révisionisme moderne, ce sera, à coup sûr, la multiplicité des formules successives auxquelles il

aura recouru pour désigner son « socialisme ». Pour lui, aujourd'hui, « la France a besoin d'une démocratie sociale..., économique..., politique... » qui débouchera sur « le socialisme démocratique autogestionnaire dont (elle) a besoin et que nous voulons ». Comme il faut tenir compte de l'horreur des masses pour certaines perversions étatiques, apparues notamment en Union soviétique, de solides assurances leurs sont offertes : « La transformation sociale vers laquelle nous voulons avancer ne saurait consister à remplacer des bureaucrates par d'autres bureaucrates, des technocrates par d'autres technocrates. Elle ne saurait aboutir au remplacement d'un appareil autoritaire et centralisé par un autre, d'un conditionnement des esprits par un autre... ». Une bonne recette : « L'autogestion, la démocratie poussées jusqu'au bout dans toute la vie sociale ouvriront pour chacun et pour tous des possibilités encore insoupçonnées... ». Qu'on se le dise, camarades, le PCF apporte vraiment des idées nouvelles, non ?... Mais que l'on remarque tout de même, il faut rendre à César ce qui est à César, qu'elles empruntent beaucoup à un programme déjà ancien, celui du PSU, et à des théories quelque peu vieillottes que rabâchèrent voilà quelques années quelques groupes trotskystes. Il n'y a pas ici une seule référence à la lutte des classes. L'idée d'une résistance acharnée opposée par la bourgeoisie capitaliste n'est pas effleurée.

Ce superbe programme est planté là, sans analyse concrète des contradictions des différentes classes, comme si sa réalisation pouvait intervenir comme se déroule le papier à musique des manèges. Mais soyons justes. La résolution appuie ce premier paragraphe par un nouveau développement exposant :

2) Les raisons de notre choix

DANS ces raisons, il y a à boire et à manger, c'est-à-dire plus de confusion que de clarté. Recourant à des mots de contenu idéaliste, la Résolution fonde la force de ce choix dans un « idéal libérateur et humaniste ». Pourquoi pas ? Mais, qu'est-ce à dire ? Rejetant le dogmatisme des textes (on devine aisément lesquels et qui sont leur auteurs), la résolution du 23^e congrès justifie le « combat » nécessaire par ces objectifs : « Un changement de la vie, une société de bien-être, de justice, de fraternité, le socialisme dans la liberté et par la liberté ». Oui, pourquoi pas... Mais qui donc n'approuverait ces belles paroles, dont l'abs-

traction permet de les remplir d'idées variées, voire très différentes les unes des autres ? Ce qui fait qu'en définitive, elles ne signifient pas grand chose de vraiment concret à court ou à long terme. Et qui n'approuverait également que le socialisme indispensable au peuple de France comme aux autres peuples du monde tiennent compte des conditions spécifiques et historiques de notre pays et de notre peuple ?

Est-ce vraiment là, en l'absence de propositions plus approfondies et concrètes, un choix « original » ?

Naïvement, dans notre fidélité au léninisme, nous croyions que ces principes avaient été avancés, à plusieurs reprises, tant par Lénine que par Mao Zedong : savoir conjuguer les principes universels de la révolution avec les conditions particulières de chaque pays, de chaque peuple. La théorie du « modèle unique », intervenue dans des circonstances historiques déterminées, fut heureusement combattue et rejetée dans la pratique par plusieurs partis et dirigeants communistes, et en premier par Mao Zedong et le Parti communiste chinois ainsi que par Tito et la Ligue des communistes de Yougoslavie. Aujourd'hui, un grand nombre de partis communistes l'ont définitivement rejetée.

Mais, en vérité, la ligne du PCF, dans le prolongement du 22^e congrès, est à la recherche de formules susceptibles de lui éviter les accusations de révisionisme. Son rejet du modèle unique n'apparaît en la circonstance que comme un alibi. La phraséologie abstraite à laquelle elle recourt ne parvient cependant pas à la blanchir de telles critiques fondamentales. Pour notre part, nous ne sommes nullement des partisans gauchistes du « tout ou rien ». Et nous considérons nécessaires les luttes immédiates sur de nombreux objectifs politiques, économiques, sociaux, etc. Mais quand on prétend devant la classe ouvrière et les masses laborieuses que de « profondes réformes démocratiques » briseront (c'est le terme exact de Marx et Lénine dont l'usage constitue ici une véritable mystification), l'Etat du capital, nous dénonçons cette affirmation comme un nouvel effort des dirigeants révisionnistes pour semer de graves illusions parmi les travailleurs. Des illusions électoralistes une fois encore, une fois de plus — (ce qui ne signifie pas que nous devions renoncer à utiliser les élections). Demandez un peu aux sidérurgistes en lutte ce que représente à leurs yeux l'Etat au service du patronat. Demandez-leur s'ils croient que de simples réformes, même « profondes et démocratiques » inciteront le gouvernement à renoncer, à l'usage de la violence de classe, à l'envoi des forces répressives, CRS et gardes mobiles, pour s'opposer à des revendications aussi légitimes que le droit au travail, le refus des licenciements et du chômage.

Oui, nous ne sommes pas pour le « tout ou rien », nous sommes pour tenir compte des rapports de force à chaque moment donné entre la classe ouvrière, le peuple et leurs exploités disposant de l'Etat, mais nous proclamons que les « réformes démocratiques » proposées par le PCF, en dehors des luttes acharnées et violentes imposées par l'Etat, la classe et le patronat bourgeois, ne sont que des balivernes. Aussi, plaçons-nous notre confiance dans le bon sens de classe des travailleurs, qui, de plus en plus nombreux, sauront en discerner le caractère illusoire et démolisateur : les matraques et les grenades des CRS ne sont ni des sucres d'orge ni des oranges !!!

Mais il faut aller plus loin dans la dénonciation de cette ligne de « réformes profondes » conduisant à un « socialisme démocratique autogestionnaire ».

Elle manifeste en effet un rejet définitif — irrévocable comme dit Marchais — du principe de la dictature du prolétariat.

La falsification du concept marxiste-léniniste de la dictature du prolétariat a permis aux dirigeants révisionnistes français d'en faire un épouvantail. Ils l'ont assimilée au système qui sévit en URSS aujourd'hui, alors qu'il s'agit non plus d'une dictature exercée par la classe ouvrière soviétique et ses plus proches alliés, mais d'une dictature exercée sur cette classe ouvrière, elle-même, et sur toutes les autres classes et couches laborieuses du pays, une dictature exercée par la classe des dirigeants et fonctionnaires d'Etat et de parti, qu'une aristocratisation progressive a transformés en nouveaux bour-

Suite en page 5

Suite de la page 4

geois, en nouveaux tsars. La dictature en URSS est une dictature bourgeoise fasciste qui n'a absolument plus rien à voir avec la dictature du prolétariat instaurée par la Révolution en Octobre 1917. La véritable conception de la dictature du prolétariat exclut toute mesure répressive contre quiconque en dehors des anciens exploités et de ceux qui aspirent à restaurer leur domination. Elle se manifeste par le fonctionnement généralisé de la démocratie prolétarienne dans et par le peuple. Elle permet de réaliser la véritable autogestion des travailleurs, dans la mesure où elle empêche les tentatives et sabotages des éléments vaincus de la bourgeoisie capitaliste. Elle est cent mille fois plus démocratique que la démocratie bourgeoise, qui assure la domination de la bourgeoisie par la dictature du capital.

Il n'est pas inutile pour nos militants de reconnaître, dans leurs discussions avec des camarades communistes, que pendant une période de presque dix ans, la dictature du prolétariat en Chine a commencé à devenir aussi, comme en URSS, une dictature bourgeoise et fasciste sous la domination de la Bande des Quatre. Cette atteinte d'une extrême gravité à l'édification du socialisme dans ce pays prouve combien, au cours de ses premières décennies d'expérience, le socialisme se sera trouvé confronté à une lutte de classes aiguë et persistante, opposant prolétariat et bourgeoisie. Ce n'est pas la moindre mérite de Mao Zedong d'avoir rappelé, après Lénine lui-même, le principe de la poursuite de la lutte de classe pendant toute la période socialiste.

Un dernier mot sur la ligne du PCF contenue dans les deux paragraphes : elle recourt à ces expressions : « Démocratie sociale », « démocratie politique », « socialisme démocratique » et crée ainsi de dangereuses confusions avec les expériences historiques réalisées dans certains pays nordiques comme la Suède, dans lesquels les sociaux-démocrates usèrent pendant très longtemps et usent encore de tels concepts pour justifier leur active gestion du capitalisme. Mais nous n'accusons pas le PCF de concevoir son « socialisme » de la même façon que les sociaux-démocrates nordiques. Sa ligne est, en effet, différente. La résolution du 23^e congrès du PCF indique : « Le socialisme en France se fera à la française, ou il ne se fera pas ».

Evidemment, cela va de soi, le Parti communiste marxiste-léniniste déclare, quant à lui, que le socialisme en France ne saurait emprunter les caractéristiques falsificatrices du socialisme démocratique nordique ou mis en œuvre par quelque réformisme du même acabit. Le socialisme en France ne sera pas non plus une reproduction du monstrueux modèle soviétique, socialiste en paroles, fasciste et impérialiste dans les faits. Il n'est pas assuré que certains dirigeants du PCF, sinon tous, ne s'accrochent pas encore à ce modèle rejeté par l'Histoire et par les peuples du monde. Le socialisme en France ne pourra ressembler à ce qu'il est actuellement en République populaire de Chine, parce qu'il bénéficiera, dès son avènement, de conditions économiques, industrielles et agricoles toute différentes et parce que les facteurs historiques, culturels et même psychiques du peuple de France sont différents de ceux du grand peuple multinational de Chine. Le socialisme en France sera à la fois réellement socialiste et français dans la mesure où il s'édifiera dans la fusion des principes et enseignements universels du marxisme-léninisme avec les conditions spécifiques de la France.

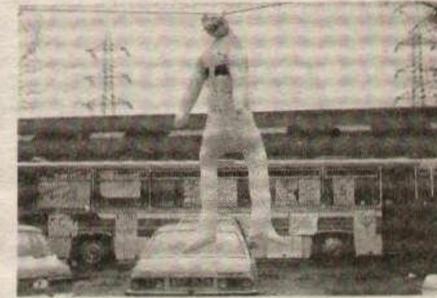
Le socialisme, en France, ne sera nullement fondé sur quelque illusion relative aux notions de majorité ou de minorité, mais sur de justes notions de classes et de lutte de classes. Il sera garanti par la dictature du prolétariat qui assurera la défense des intérêts de l'immense majorité de la population composée de la classe ouvrière, des petits paysans et de toutes les masses populaires et laborieuses contre les intérêts de l'ancienne minorité exploitée, oppressive et répressive.

Le socialisme en France sera une authentique démocratie du prolétariat et du peuple (ce qui n'est pas contradictoire mais caractéristique de la dictature du prolétariat), sous la direction idéologique et politique des ouvriers et de leurs plus proches alliés. Ce sont là les notions fondamentales et historiques du mouvement communiste qu'a définitivement abandonnées le Parti communiste français, comme en témoignent avec éclat la résolution de son 23^e congrès.

A suivre



Ceux de la Sado, lors d'une manifestation interprofessionnelle à Dunkerque.



Le patron de la Sado.

DUNKERQUE

Après la brutale intervention des forces de l'ordre

Les grévistes de la SADO plus déterminés que jamais

JEUUDI, 7 heures du matin, les huit grévistes (6 hommes et 2 femmes) qui tenaient le piquet de grève se trouvent brutalement coincés dans le bus qui leur sert d'abri : 60 « gardiens de la paix » surgissent et les somment de quitter les lieux. Le 22 mars, le jugement en référé avait prononcé l'évacuation des lieux.

Devant le refus qui leur est opposé, les flics ont commencé à matraquer, y compris les femmes. « On a eu droit à trois matraques, m'expliquent les gars. L'un d'eux a un formidable œil au beurre noir. La première manche, c'est eux qui l'ont remportée : c'est facile à 60 contre 8. Mais après, on était à 30 grévistes, et là on peut dire que c'est nous qui les avons eus », me disent-ils l'œil

brillant de fierté et de détermination. « En voyant cela, ils ont appelé du renfort : 200 gardes-mobiles pour 30 grévistes ! » Il a fallu déguer. Les gardes-mobiles ont fait sortir 14 bus (il en reste 45 dans l'entrepôt). Mais à peine dehors, les pneus se dégonflaient... piteux effondrement provoquant un bel embouteillage ! Les bus remis sur roues, départ pour Lille (pourquoi faire ? Les intentions du patron Calcoen ne sont pas très claires) mais pas n'importe quel départ : en double file, d'un côté le bus, de l'autre une escorte de CRS.

On ne lésine pas sur les moyens ! Les chauffeurs de la Sado escortaient aussi à leur manière les bus, mais curieusement les CRS les obligent à se garer sur le côté.

Tout cela se solda pour les grévistes par des épa-

les, bras, dos endommagés par les matraques. L'un d'eux a eu son appareil dentaire brisé. Quant aux flics, deux d'entre eux seraient hospitalisés.

A 18 heures, les grévistes, après une intervention de Gérard Ehlers, sénateur communiste, voyaient le patron qui, bien sûr, ne voulait rien lâcher. « Il jubilait », mais ce n'est pas une victoire pour lui. Les chauffeurs de la Sado (hommes et femmes) se sont bien battus et peuvent être fiers de leur attitude face aux forces de l'ordre venues brutalement faire régner la loi du patron. C'est leur lutte, leurs justes revendications qu'ils défendent. Et l'affrontement physique ne leur fait pas peur.

Depuis quelques semaines, on voit se multiplier les interventions des CRS dans les boîtes occupées, comme on l'a vu à Usinor-

Mardyck, à la Solmer, comme on le voit à Lonwy... « Avec leurs flics, ils n'ont fait que nous renforcer ! On est plus déterminé que jamais ! » Et la lutte continue. Ainsi, samedi, les grévistes popularisaient leur lutte et organisaient une collecte à l'entrée d'un match de boxe.

La solidarité à leur égard s'est aussi exprimée par des délégations de syndicats, par la venue des travailleurs du port et d'Usinor, après les affrontements malheureux. C'est cette solidarité qu'il faut élargir, notamment à toutes les entreprises de transport de la région dunkerquoise.

Pour toute correspondance, message de solidarité ou soutien financier, écrire à : Patrick Moscet - 14, rue de Fort-Mardyck 59760 - Grande-Synthe.

Pour le SMIC, une main en moins pour la vie

Grève totale à Guillaouard (Nantes)

Correspondant Nantes.

Jeuudi matin, un nouvel accident du travail s'est produit chez Guillaouard. A l'atelier « Service lanterne 2 bis », la presse de vingt tonnes a broyé la main de Patricia, 22 ans. Sur cette presse, son travail consistait à charger la machine à une cadence de 1 575 pièces à l'heure (des grilles de passe-légumes). Des rognures de métal se placent sur l'outil. Les ouvrières sont donc obligées d'arrêter la machine pour, avec les ongles, débarrasser la matrice des saletés qui risquent de marquer les pièces embouties, donc de se faire engueuler par les chefs. Et ce n'est pas la première fois que ce genre d'accident se produit chez Guillaouard.

Déjà, il y a six mois, un ouvrier avait eu la main coupée par une presse automatique. D'ailleurs, chez

Guillaouard, plusieurs ouvriers ont eu des doigts coupés. Les ateliers sont bruyants (on est obligé de se boucher les oreilles), sales. Il n'y a même pas d'extincteur ni même d'infirmières, on bosse huit heures et « quand on s'arrête, on se fait engueuler par les chefs ». Il faut dire qu'ici, sur des machines atrocement vieilles, on bosse au rendement, c'est-à-dire, qu'on est payé 1 F 45 de plus quand le rendement est atteint : 20 % de boni par mois, 200 F environ pour atteindre le SMIC !

Chez Guillaouard, les salaires sont de misère. Un exemple : 2 180 F par mois pour dix ans d'ancienneté !

NOUS NE SOMMES PAS DES CHIENS

Dès l'accident, spontanément, tout le personnel s'est mis en grève (même les bu-

reaux), les travailleurs revendiquent :

— La suppression du travail au rendement, la création dans chaque atelier d'un conseil de sécurité sous la responsabilité des syndicats. Vendredi matin, le patron n'était pas fier devant la machine, entouré des ouvriers et ouvrières. « Pour 2 000 F par mois, on n'a plus de mains pour la vie... Faites-le donc ce boulot-là ! » L'ambiance était tendue dans l'atelier, les ouvrières scandaient : « Nous voulons garder nos mains, non aux cadences ! » La grève totale est maintenue jusqu'à la satisfaction des revendications.

CAPITALISME RESPONSABLE

Comme l'écrivait le bulletin de la cellule Casanova du PCML « Le Galvaniseur », le 17 mai : « Le res-

ponsable de cet accident n'est autre que la direction de chez Guillaouard. Pour faire le maximum de profits, elle impose le travail au rendement, les salaires sont tellement bas, que les ouvrières sont souvent obligées de prendre des risques pour avoir un salaire décent. A Nantes, cinq mutilations du même genre en une semaine ! »

Dans toute la France, c'est la même chose, parce que c'est le capitalisme qui veut ça !... Notre parti pense que l'unité des travailleurs de Guillaouard retrouvée dans cette riposte montre qu'il est possible de s'en-tendre tous contre le patronat. Seule cette unité qui doit se développer contre toutes les divisions, est l'arme de la classe ouvrière qui permettra de combattre efficacement et de se renforcer...

— Non au travail au boni ! — Non aux cadences ! Oui, à la sécurité !

Les patrons ont lock-outé, mais les grévistes sont déterminés

L'élargissement du mouvement à l'ensemble de PCUK et la solidarité pèseront dans la balance

Cette usine de la branche chimie, du groupe PCUK occupe 1 500 salariés, sa principale production est le chlore. Elle est située à quinze kilomètres de Grenoble.

Une grève a éclaté le 26 avril dans l'atelier chlore soude, atelier stratégique de l'usine. Nous avons pu discuter fraternellement le 17 mai avec plusieurs membres de la section CFDT et nous irons dès que possible discuter avec les membres de la CGT.

HR : Comment se déroule la grève ?

A l'origine c'est un certain nombre de travailleurs de l'atelier chlore-soude qui ont décidé de se mettre en grève pour obtenir leur passage de l'échelon OHQ A à l'échelon OHQ B. L'ensemble de l'atelier a suivi très rapidement. Cette revendication entraîne des augmentations de salaires mais surtout un bouleversement de la grille de salaire de toute l'usine. Pour y échapper, le patron était prêt à accorder une prime mensuelle presque équivalente à l'écart de salaire entre OHQ A et OHQ B. Les travailleurs n'en veulent pas, car à chaque fois qu'il y a une réorganisation des grilles, ils se font avoir. Dès le 27 avril le patron a commencé à lock-outer d'autres ateliers. Le 2 mai, une assemblée générale des travailleurs en a réuni 400 ce qui est beaucoup compte tenu des conditions de l'usine (horaires en quatre-huit, beaucoup de gars requis pour la sécurité, difficultés pour contacter les lock-outés).

Le mécontentement qui couvait dans l'usine était tel que l'occupation a été votée à la quasi-unanimité et cette combativité des travailleurs a même surpris les syndicats. Pour en donner un exemple, il faut dire que cette grève avait été précédée en avril par une grève des employés de la paye (ils gagnent entre 2 500 et 3 300 F et voulaient des augmentations de salaires). Après une semaine d'occupation, un vote a eu lieu le 7 mai sur l'ensemble de l'usine, l'occupation ne paraissait plus très populaire : il y eut 636 voix pour la réouverture de l'usine et 621 pour la poursuite. Mais le 8 mai, quand les grilles ont été réouvertes, personne n'est rentré, les non-grévistes eux-mêmes refusant de reprendre le travail, en particulier à cause des pressions de la direction. De toute façon, l'atelier chlore-soude étant toujours en grève, la quasi-totalité du personnel est lock-outé

même les ingénieurs de CGC.

HR : Comment organisez-vous la solidarité ?

La période était bien choisie pour mettre en difficulté le patron : sur les cinq usines produisant du chlore en France, une à Fos (près de Marseille) en grève. On a donc agi dans deux directions : la première blocage de la production de chlore et des importations. On a pu arriver à un ralentissement des ventes de sèches de chlore à la France. Mais les tentatives de bloquer Progil, Pont-de-Claix à cinq kilomètres de Jarrie a échoué. La seconde direction est d'obtenir le soutien des travailleurs du troupe PUK. C'est ainsi qu'à l'usine de Brignoud qui utilise le chlore de Jarrie, quand le patron a prononcé le mot lock-out, les travailleurs ont répondu « Occupation ! » Et le patron a trouvé tout de suite une réserve de chlore de huit jours. La CGT de son côté a réuni le 15 mai à Jarrie une coordination des usines PUK qui a appelé au renforcement du soutien des grévistes de Jarrie. Nous avons fait aussi des manifestations et des collectes en particulier à l'usine PUK de Gavet (Isère) qui emploie 200 travailleurs, surtout immigrés, nous avons récolté 1 500 F.

HR : Et les syndicats ? Quelles relations entretiennent-ils ?

L'unité CGT-CFDT n'est pas aussi dynamique que celle des travailleurs, en particulier, il y a des frictions à propos de ce qui s'est passé à Progil-Pont-de-Claix : les syndicats n'ont pas pu se mettre d'accord sur le soutien à apporter à Jarrie. La CFDT a appelé seule à la grève, et ça a été un échec. Conclusion provisoire. La lutte n'est pas terminée et les grévistes sont toujours aussi déterminés, les patrons aussi. Ça dépend pour une bonne part de l'élargissement du mouvement à l'ensemble de PUK et aussi des actions qu'entreprendront les autres usines de chlore.

Après plus de 3 semaines de lutte déterminée

Des résultats limités, les travailleurs restent vigilant

Alors que la grève de l'atelier ADH se poursuivait depuis trois semaines sans s'essouffler, le patron a commencé à mettre à exécution ses menaces de chômage technique à grande échelle le 14 mai. Ces manœuvres de division du personnel n'ont pu être déjouées qu'en partie, les travailleurs lock-outés participant à des débrayages de l'ensemble de l'usine les 14 et 15 mai, mais sans prendre une part vraiment active à la lutte. Lors du vote du 15 mai sur la poursuite du mouvement, compte tenu que les grévistes pensaient qu'il était difficile d'élargir la lutte, vingt-cinq se sont cependant prononcés pour la poursuite de la grève et vingt-trois pour l'arrêt. Suite à ce vote, les travailleurs ont décidé de reprendre le travail dans l'unité bien qu'ils trouvent les résultats limités.

La direction n'a lâché sur aucune des revendications concrètes de l'ADH et ne s'est pas engagée à ce que l'ensemble de l'ADH bénéficie des réajustements de salaires découlant de l'application de la grille de salaires.

Malgré cela, la lutte de l'ADH a apporté des acquis à l'ensemble des travailleurs de Raymond Boutons.

Premier point : établisse-

ment d'une grille de salaire ouvrier ayant pour objectif de réduire les écarts dans chaque catégorie à environ 400 F.

L'établissement de cette grille va permettre de mettre fin à l'éparpillement des salaires (actuellement 300 salaires différents pour 430 ouvriers) et aux augmentations individuelles à la tête du client. Cette revendication était mise en avant depuis longtemps par les syndicats CGT et CFDT.

LA DIRECTION A DU LACHER UN PEU SUR LES SALAIRES

Deuxième point : la direction a dû lâcher un peu sur les salaires. L'augmentation de 3% au premier octobre est complétée d'un plancher de 100 F, ce qui est assez élevé. Elle a dû accorder aussi une avance de 50 F à partir du 1er juillet sur cette augmentation.

Troisième point : les 40 h seront acquises au 1er juillet si la production de juin est au moins égale à la moyenne des trois premiers mois de l'année. Par ce chantage, la direction cherche à s'assurer une bonne production en juin. Cet accord laisse de côté des problèmes importants pour l'atelier ADH, en particulier des embauches pour renforcer certaines équipes. Les grévistes de l'ADH restent déterminés à faire aboutir leurs revendications propres et ne sont pas rentrés la tête basse. Le jour de la reprise, plus de la moitié d'entre eux ont participé aux dernières collectes, en prenant sur leur

temps de travail, si bien que la maîtrise se demandait si la grève repartait.

BILAN A TIRER

Un bilan plus complet de la grève doit être tiré par les travailleurs et leurs organisations syndicales. En particulier, il faut réfléchir au moyen d'unifier l'ensemble de l'usine en cas de grève dans un seul atelier. Il faut se demander comment faire entrer d'autres ateliers en grève. Il faut aussi se demander si on a utilisé toutes les possibilités d'élargir la lutte. Il faut enfin s'attendre à des manœuvres de la direction pour l'application de cet accord. Elle va tenter de définir une grille de salaires la plus basse possible, par exemple.

Malgré toutes ces réserves, la lutte de l'ADH n'a pas été un échec et les travailleurs restent vigilants quant à l'application de l'accord.

Correspondant de Grenoble avec un camarade de l'usine.

Les intertitres sont de la rédaction.

ALÈS - GARD

Contre la fermeture des Houillères du bassin des Cévennes

Les mineurs en colère

DEPUIS 1952, on n'avait pas vu ça ! Jeudi 10 mai, dès six heures du matin, les mineurs des derniers puits de charbon en activité du bassin des Cévennes (Destival à Alès, les Oules à la Grande Courbe, et la découverte de Portes) occupaient le fond de la mine, à l'appel du syndicat CGT.

Il faut dire que le lendemain 11 mai, était prévue une journée d'action avec

grève de vingt-quatre heures, par les syndicats CGT-CFDT-FO des travailleurs du sous-sol.

Leurs revendications :
- Non à la fermeture du bassin prévue pour fin 1979 ;

- Maintien en activité et développement des HBC (Houillères du bassin des Cévennes), puisqu'il y a encore du travail.

Les mineurs prennent donc les devants en occu-

pant le fond de la mine du jeudi matin à six heures au vendredi matin à neuf heures. A cette heure-ci, en effet, se tenait sur le carreau de la mine, une conférence de presse, tenue par le secrétaire général de la fédération nationale des travailleurs du sous-sol.

Étaient présents aussi, pour apporter leur soutien aux mineurs, les travailleurs d'entreprises alsésiennes : hôpital, communaux, EDF, Jalatte, céramique,

Cacharel..., ainsi que la municipalité.

C'est à onze heures que les mineurs, voulant une réponse sur la date de fermeture des mines, entrèrent dans le bureau du directeur, et là, décidèrent d'y garder celui-ci jusqu'à ce qu'une réponse leur soit donnée.

Mais à six heures du soir, rien de concret n'était ressorti, sinon la promesse d'une table ronde sur le problème, avant le 15 juin. C'est donc, avec déception et sans grand enthousiasme, que les mineurs votèrent la levée du siège de la direction.

Mais les mineurs ne baissent pas les bras ! La suite de l'action doit se discuter au début de la semaine, et déjà, une grande manifestation des mineurs est prévue pour le jeudi 18 mai, ce qui permettra aux travailleurs alséens et à la population de se joindre à la lutte des mineurs.

De nombreuses fois, dans l'histoire du bassin des Cévennes, les mineurs ont montré qu'ils savaient mener des luttes dures et unitaires.

Ils sont le moteur de la classe ouvrière de la région, qui, déjà, se solidarise derrière eux.

Soutenons la lutte des mineurs !
Solidarité de toute la classe ouvrière !



Les mineurs des Cévennes. Lors d'une journée d'action CGT-CFDT-FEN à Alès, en avril 1979.



Tourlaville (près de Cherbourg).

Les ouvrières de « Miss Burty » en lutte pour des augmentations de salaire.

TOURLAVILLE PRES DE CHERBOURG La situation chez « Miss Burty »

EN octobre 1978, ces ouvrières avec leur syndicat (CGT) avaient mené une lutte importante : manifestations, grève totale avec piquet de grève pour empêcher le départ du travail.

Après deux jours et demi, la direction accepte une augmentation de 15% au-dessus des minima hiérarchiques de la convention collective dont 5% immédiatement.

Aujourd'hui, la direction de l'entreprise ne respecte pas l'accord de salaires signé l'an dernier et entend revenir sur ses engagements. Les ouvrières ne l'entendent pas ainsi !

CHERBOURG (MANCHE)

Grève à Simon-frères

CETTE semaine, poursuite de débrayages aux Etablissements Simon frères à Cherbourg, après l'échec des négociations sur les revendications salariales. A plusieurs reprises, les travailleurs ont mis en place un piquet de grève devant l'usine et ont aussi défilé dans les ateliers. Le conflit se durcit et les travailleurs sont décidés à ne pas en rester là. « La direction doit céder ! ».

CENTRE DE TRI ROUEN

Autour des 11 postiers sanctionnés, la solidarité s'élargit Gala de solidarité le 29 mai

LE 17 mai, les fédérations de fonctionnaires CGT, CFDT et FEN appelaient à une journée d'action sur les salaires (2 800 F, 35 points pour tous) A 10 h, place du Théâtre des arts se rassemblent plus de 2 000 travailleurs autour des banderoles syndicales. Pendant la manifestation jusqu'à l'hôtel-de-ville, retentissent les slogans combattifs des hospitaliers de l'HP de St-Etienne-du-Rouvray et ceux des PTT.

Ce n'est pas un hasard. En effet, les hospitaliers sont en grève administrative depuis le 2 mai déjà. Ils revendiquent pour les conditions de travail et pour 35 heures, 2 800 F minimum, la retraite à 55 ans, etc.

Quant aux postiers, au-delà du cadre de cette journée nationale, ils luttent pour la réintégration des « 11 ». Ces « 11 » sont l'auxiliaire licencié et ses dix camarades du centre de tri suspendus* après la grève qui vient de s'y dérouler.

Le 6 mai, une grève tournante par brigade s'était engagée au tri pour obtenir 50 emplois. Appelée en commun par la CFDT et la CGT, suivie à environ 80%, elle était illégale car ne respectant pas de préavis. L'administra-

tion lâcha 32 positions mais l'action se poursuivit pour les 50.

Suivant la déclaration de Segard voulant restreindre encore le droit de grève aux PTT, la direction sanctionna onze camarades. Le motif invoqué est que les dix luttant contre le licenciement du premier avaient bloqué les portes du tri. En réalité, il s'agit de faire un exemple par rapport à une lutte efficace.

Différentes actions ont été menées pour obtenir la réintégration des 11. Une première grève a eu lieu au tri du 10 au 12 mai (suivie à 60%).

Des démarches ont été effectuées par la fédération CFDT-PTT au niveau de la centrale. Le syndicat CFDT organise la solidarité financière (certains gars ont jusqu'à 1 800 F en moins sur leur paie). Des collectes ont été faites sur les gros centres PTT : recette principale, chèques postaux, à Renault-Cléon. Dans les petits bureaux, les militants locaux essaient de faire les relais malgré les calomnies déversées sur les grévistes.

Mais ce 17 mai, la solidarité est passée à une nouvelle étape. Devant l'hôtel-de-ville, juste avant la dislocation, la plupart des syndicats CFDT de fonctionnaires ont appelé à terminer la manifestation devant la direction des services postaux. Le SGEN, la préfecture, l'éducation surveillée, le CETE (équipement), l'HP étaient partie prenante.

Finalement ce furent sept à huit cents personnes (un tiers de la manifestation) qui remontèrent la rue Jeanne-d'Arc jusqu'à la direction. A l'entrée, quelques flics rameutés en hâte jouèrent les hôtes d'accueil. Leurs oreilles ainsi que celles des hauts cadres PTT devaient bourdonner : de nombreux slogans exigeant la réintégration des onze furent repris par les travailleurs venus de tous les horizons de la fonction publique. Après la lecture d'une motion, le cortège se dispersa.

La lutte continue. La solidarité aussi. Un gala est organisé le 29 mai à la salle des fêtes de Petit-Couronne (banlieue de Rouen).

Nous appelons nos amis, lecteurs et camarades, à participer sous toutes les formes possibles à la solidarité. Une adresse : Syndicat CFDT-PTT Seine-Maritime, 21, bis boulevard Gambetta, 76000 Rouen - Téléphone 70 58 99.

*Pour un auxiliaire, pas de salaire jusqu'à l'arrêt du conseil de discipline. Pour un titulaire, demi-traitement jusqu'à l'arrêt du conseil de discipline.

EXINCOURT PRES DE SOCHAUX (DOUBS)

Grève aux filatures Japy

L'USINE emploie 130 personnes dont 90 femmes et beaucoup d'immigrés. Depuis jeudi 17 mai, avec leurs sections CGT-CFDT,

les ouvrières luttent pour une prime de 260 F tous les six mois, aux congés et en fin d'année. Les conditions de travail sont très dures dans cette usine textile. La semaine dernière, elles travaillaient avec trente-sept degrés de chaleur, les salaires sont révolants, entre 1 800 et 2 000 francs, la prime de casse-croûte est à 2 F, l'année dernière elle était à 80 centimes alors que le moindre petit pain ou sandwich, vendu à la porte est à 3 F.

Après plusieurs semaines de préparation dans l'unité syndicale, la grève a été votée jeudi 17 mai à 95%. C'est la première grève depuis 1968. Les femmes sont nombreuses à tenir le piquet. Vendredi matin,

un camion a tenté de forcer le piquet de grève pour livrer des balles de coton, il a été fermement arrêté.

260 F deux fois par an, c'est peu demander, nous semblait-il. Un délégué CGT nous a expliqué qu'il était important dans cette usine de commencer petit à petit afin de garder le climat revendicatif et de maintenir la combativité et d'arracher dans l'avenir des avantages plus importants.

Mardi 22 mai : réunion du comité d'entreprise et négociation sous la garde des fileuses. Le patron doit céder et les grévistes sont déterminés à poursuivre et à durcir leurs actions jusqu'à la victoire.

Des tracts de popularisation ont été distribués samedi sur le marché d'Exincourt, les grandes surfaces et le quartier Montanot, avec l'aide de locataires venus le matin apporter leur soutien.

LE PELLERIN (LOIRE ATLANTIQUE)

3 mois de prison avec sursis et 1000 francs d'amende pour les paysans

Nantes, correspondance.

VENDREDI après quatre heures d'audience, quinze minutes de délibération, le verdict tombait, les quatre paysans étaient condamnés pour « vol de documents au préjudice de l'EDF ». La défense a placé le procès dans son véritable cadre, celui de la lutte antinucléaire. Au ministère public qui s'était fait le champion des libertés, un des avocats rétorqua : « Ces quatre hommes sont allés à l'encontre de ce représentant de l'EDF, c'est que cette dernière confond l'information et l'intoxication ». Un autre rajouta : « La limite du droit s'arrête là où commence la limite de la liberté ». « Les accusés ont eu le droit de la défendre ».

Alors que les avocats demandaient leur relaxe, le ministère public réclamait six à huit mois de prison avec sursis, 1 000 F à 1 500 F d'amende selon les ressources de chacun des prévenus et la déchéance des droits accordés par l'article 42, c'est-à-dire d'être électeur et d'être éligible.

Il est bon de noter que trois des prévenus sont conseillers municipaux. Pendant le procès environ 300 personnes manifestaient devant le palais de justice à l'appel du comité de défense de l'environnement de Cheix Le Pellerin, se voyant refuser l'accès à la salle d'audience.

CANTINE N° 3 DU CEN SACLAY (ESSONNE)

Levée du lock-out et poursuite de la grève

Essonne, correspondant.

SUITE à la grève des travailleurs de la cantine 3 (cf. HR du 4 mai 1979), la direction de la Société hôtelière de restauration a fait fermer complètement la cantine pendant plus d'une semaine. Les travailleurs et leur section CGT ont riposté en organisant une collecte, une manifestation dans les deux autres cantines ouvertes et un rassemblement devant la direction du CEN Saclay.

Lundi 14 mai : premier recul de la direction : la cantine 3 est ouverte mais les revendications ne sont pas satisfaites (2 600 F par mois, 13e mois). Alors les travailleurs revotent la grève de 11 h à 12 h 30 (au moment du service).

En solidarité avec les grévistes, plusieurs centaines de travailleurs du CEN-Saclay ont apporté sandwich et casse-croûte et sont venus manger à la cantine 3. Les grévistes ont été chaleureusement applaudis.

BLOC-NOTES

Pour la première fois sur les écrans. LES LOIS DE L'HOSITALITE

Film documentaire, long métrage, en couleur. Réalisé pour la commission culturelle du Comité de coordination des foyers Sonacotra. Lyon Cinéma Familla - 262 rue Duguesclin - 3e. Tous les jours du mercredi 16 au 29 mai (dans le cadre du festival des travailleurs immigrés).

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

PEROU INFORMATIONS

Heures d'appui aux luttes du peuple péruvien

Débat, musique, buffet, panneaux. A la maison du Canada, cité universitaire. Samedi 26 mai 1979 de 16 h à 23 h. Métro cité Universitaire.

ASSOCIATIONS DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

14 au 26 mai - Les Ulis

Au centre Jacques Prévert, place du Berry (face à la mairie) exposition de photos : « La vie quotidienne en Chine ».

29 mai au 2 juin - Corbeil

Maison de quartier de Montconseil : exposition de photos.

PARIS

HOMMAGE A JORIS IVENS

Mercredi 23 mai à 17 h : Demain à Nanguila (1960) ; Pour le Mistral (1965) ; Rotterdam-Europort (1966)

Mercredi 23 mai à 19 h : 17e parallèle (1967).

Jeudi 24 mai à 17 h : La Guerre du peuple (1968)

Jeudi 24 mai à 19 h : Le Ciel la terre (1965) ; Rencontre avec le président Ho-Chi-Minh (1968) ; Les Kazaks-minorité nationale Sinkiang (1974).

Vendredi 25 mai à 17 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (1) (1973-1975)

Vendredi 25 mai à 19 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (2) (1973-1975)

Samedi 26 mai à 17 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (3) (1973-1975)

Samedi 26 mai à 19 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (4) (1973-1975).

Dimanche 27 mai à 17 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (5) (1973-1975).

Dimanche 27 mai à 19 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (6) (1973-1975).

Salle de la Cinémathèque française - 5e étage au centre Georges Pompidou - Entrée par le restaurant Métro Rambuteau.

RECTIFICATIF

Dans notre édition du 22 mai, deux coquilles se sont glissées dans le chapeau de l'article page 7 : « Des injustices à la pelle » (2) Il fallait lire : Nous relations la « garde à vue » d'un patriote corse alors qu'il était détenu depuis dix mois.

Nous nous excusons vivement auprès de nos amis corses dont nous ne mettons nullement en doute le patriotisme, ce que les guillemets mal placés pouvaient laisser entendre.

Notez notre nouvelle adresse

L'Humanité Rouge BP 201
75926 Paris Cedex 19

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 201 - 75926 Paris cedex 19

NOM..... Prénom.....

Profession.....

Adresse complète.....

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet

Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson

Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :

Annie Brunel

L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :

B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19

CCP : 30 226-72 D La Source

Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druéane

Commission paritaire N° 57 952

Distribution NMP

Imprimerie La Nouvelle

Dépôt légal 2eme trimestre 1979

MAIRIE DE RENNES :
2 ANS DE GAUCHE (2)

Changer la ville ?

Enquête réalisée par Yannick DAGORN.

« Il sera possible à un pouvoir municipal, élu sur les propositions du programme commun, de modifier profondément le type de pouvoir municipal (...) et sans moyens supplémentaires, d'orienter, pour d'autres finalités, la politique de la ville. « Changer la ville », il s'agissait de cela. Urbaniser à d'autres fins. Après 26 mois de municipalité de gauche, voit-on sortir de terre les fondements de la cité promise ? C'est la question que nous posons aujourd'hui.

L'EPOQUE est à la crise. Entre autres répercussions, la crise du capitalisme oblige les municipalités à revoir les projets d'expansion grandioses conçus il y a quelques années. Mais de nombreux investissements ont été réalisés par la municipalité Fréville en fonction justement de la croissance à venir. De nombreux emprunts ont été contractés dans la perspective de rentrées fiscales croissantes liés justement à cette croissance qui ne vient pas.

Coïncés

La situation en est là quand Hervé et son équipe parviennent au faite du pouvoir municipal. « Changer la ville », certes : dans les paroles. Mais il va falloir avant tout, et en se lançant dans la course ils le savent, gérer un héritage. Un héritage de projets grandioses et déjà à demi-avortés. Un héritage d'emprunts très lourds à rembourser et de réalisations en cours à mener à terme.

« Je ne crois pas à la politique de la table rase », dit Hervé. La table est mise : il va falloir avaler les couleuvres. Boire le vin jusqu'à la lie. Face aux projets en cours s'offre l'alternative :

continuer ou réduire. Continuer au nom de l'adage : « Le coup est parti, on ne peut rien arrêter », ils ont tenté de le faire. Par exemple pour la construction d'un parking-silo sous les Lices (place ancienne de Rennes). Seule, la mobilisation populaire les a contraints d'abandonner.

Réduire : ils sont contraints de le faire bien plus qu'ils ne le choisissent. La municipalité de gauche, depuis son élection, a été amenée à réviser en baisse tous les projets de la précédente. La « dédensification » de l'habitat ou la réduction de projets comme le Colombier s'imposent d'eux-mêmes du fait que la période est aux vaches maigres.

En fin de compte, ils n'ont pas la possibilité, quand bien même ils le voudraient, d'imposer un réel changement. Dans le budget, le gros de l'argent va à des postes de fonctionnement, et pour ce qui est des investissements, c'est court d'avance. Ce qui fait qu'il n'y a pas véritablement d'amélioration pour les classes populaires. La liste s'allonge pour les demandes de logement social. Il était prévu de nouvelles constructions d'équipement sociaux : c'est revu en baisse !

Une politique du centre ville

Quant à la petite marge qui leur reste, ils l'emploient à des interventions qui vont dans le sens de la préservation de leurs intérêts électoraux. Comme nous l'avons dit, la gauche a été élue grâce à l'appoint des voix du commerce du centre. Il est de la plus haute importance électorale pour la gauche de garder le soutien de cette couche.

C'est tout le sens de la politique de « rénovation du centre » : création de rues piétonnes, réhabilitation des immeubles, aménagement des places, à commencer par la place de la mairie, etc. Cette volonté préside aussi dans l'élaboration du nouveau plan de circulation, où se dépense Christian Benoist (adjoint PCF).

La municipalité part d'une constatation : trop de Rennais passent par le centre. La solution logique serait : faire en sorte qu'ils n'aient plus besoin d'y passer. En fait, la municipalité en tire la conclusion : il faut qu'il y ait encore plus de monde à y venir. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner que cette politique n'est pas sans rapports avec les intérêts du lobby* des commerçants du centre. Des parkings souterrains vont être creusés dans le centre-

ville, pour que chacun puisse y venir faire ses courses ; par contre, les liaisons périphériques, qui favorisent les grandes surfaces sont soigneusement limitées. De même qu'est ajournée la création d'une troisième grande surface.

Etre crédible

« On ne peut pas faire n'importe quoi. Il faut être crédible face au préfet », répond E. Hervé face à certaines demandes trop pressantes. Face à de légitimes revendications populaires, la gauche joue la carte de la rigueur, du sérieux. Elle veut montrer qu'elle est aussi capable, plus capable même de faire

rentrer l'impôt, d'établir un budget « rigoureux » avec les 55 milliards d'anciens francs, bref, de faire tourner l'entreprise-mairie sans à-coups.

Ils peuvent toujours dénoncer la fiscalité injuste : le fait est avant tout qu'ils l'appliquent. Ils s'élèvent contre le manque d'autonomie communale : le fait est qu'en se mettant dans la place, ils ne peuvent contourner les décisions et les orientations que le préfet, l'Etat, les trusts imposent.

« Il ne faut pas tirer sur le pianiste », dira Hervé en s'étonnant qu'on le critique. Qu'il comprenne au moins que les travailleurs en ont assez de sa ritournelle. Leur « changer la ville », ça ne tient pas debout.

PORTRAIT



Michel Phliponneau

PREMIER adjoint et président du district urbain. Il a été naguère l'une des têtes pensantes du CELIB (Comité d'études et de liaison des intérêts bretons), l'une des expressions les plus fortes du régionalisme à l'orée des années 1960. Eminentissime professeur de géographie à la faculté de lettres de Rennes, il a été l'un de ceux qui ont élaboré les projets de décentralisation et d'implantations industrielles du capitalisme monopoliste dans cette ré-

gion périphérique qu'est la Bretagne. Expert en aménagement régional, s'est-il seulement demandé si ses « plans » pouvaient être autre chose qu'un aménagement... du capital ? Pirate ou pas, toute usine était bonne à prendre.

C'est, paraît-il Deferre qui amena Phliponneau au « socialisme » : comme son maître, il était partisan d'une alliance avec les centristes pour une solution du type troisième force. Il a milité dans le club « Horizon 80 », d'où il a rejoint le PS lors du congrès d'Epinau. Plus qu'un militant, Phliponneau est une notabilité assise sur un prestige passé.

Incapable d'une analyse politique qui se tienne, c'est au contraire un homme de dossiers qu'il monopolise souvent au grand dam de ses compères. Malgré ses grands principes, la seule concertation qu'il admet est celle qui se casse devant ses grands coups de gueule. Dans son livre *Changer la ville, changer la vie*, livre de chevet des nouveaux édiles, il montre en exemple Grenoble, ville dont le développement n'est pourtant pas différent de celui de Rennes sous Fréville. A preuve, le fait que ces deux villes ont reçu le Prix de l'expansion à une année d'intervalle.

PORTRAIT



Jean-Michel Boucheron

ADJOINT PRINX Finances de la municipalité de Rennes, il a aussi été en 1978 le candidat du PS à Rennes-Sud. La clef de l'irrésistible ascension du sieur Boucheron a été sa victoire inattendue aux cantonales de 1976, où il avait battu Fréville. Depuis, Boucheron est devenu inévitable.

Comme on dit au PS, « C'est un bon technicien ». Boucheron est l'un des symboles locaux de la « jeune

génération socialiste » qui ne peut faire un pas sans exhiber sa compétence. Un « vrai socialiste » ? Ses camarades du PS eux-mêmes ne semblent pas y croire plus que cela. Mais enfin, il est bien utile. Il est un condensé de ce lobby* d'animateurs et de gestionnaires pour qui « l'adhésion » est un moyen de mettre en valeur leur beau talent et une occasion de faire carrière. A se demander si, dix années plus tôt, ils ne se seraient pas jetés dans les bras de l'UDR ; mais les perspectives étaient bouchées.

Dans cette génération, on peut encore remarquer Marcel Rogemont, nouvel adjoint au personnel, depuis la mystérieuse disparition de monsieur Rose. Le fait de se retrouver à vingt-neuf ans à la tête d'une entreprise de 3 000 personnes semble d'ailleurs lui monter quelque peu à la tête. Du même cru, voici encore Francis Redou, Annie Hellias, Martial Gabillard, tous soudainement enflés de l'importance de leurs attributions. « Bon technicien » et un peu âgé, Jean Normand, l'économiste aux vues froides et chiffrées.

C'est cette pléiade de beaux esprits, dont la sincérité socialiste semble souvent de circonstance, qui forme l'ossature de la municipalité Hervé.

* Lobby : groupe de pression.



Rue piétonnière du centre-ville à Rennes.

La municipalité de gauche ayant été élue grâce au soutien des commerçants du centre-ville, tient à garder cet électoralat : c'est le sens de la politique de « rénovation du centre ».